



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**17-07-2016**

## *Brexit: les jours d'après!*

**U**n torrent de commentaires a accompagné le vote pour le Brexit au Royaume-Uni. Si le vote a marqué, comme l'a souligné le communiqué de notre parti : « ...d'abord le rejet de ceux qui subissent le plus durement les méfaits de la politique actuelle, celui des travailleurs et des couches populaires. C'est le rejet des gouvernements successifs de Grande Bretagne, c'est le rejet de l'Europe capitaliste. Le Brexit ne changera rien pour les travailleurs britanniques, le capitalisme continue d'exister en Grande Bretagne, le peuple va continuer à en payer les effets ».

L'évolution de la situation confirme pleinement cette appréciation. Au plan politique après une « pantalonnade » médiatiquement orchestrée et qui a vu les leaders du Brexit disparaître momentanément du paysage politique, les affaires sérieuses ont été prises en main par les fondés de pouvoir du grand capital monopoliste. La nomination de la nouvelle première Ministre, issue du parti conservateur et ancienne Ministre de l'intérieur du gouvernement Cameron, dans un délai record marque la volonté de la grande bourgeoisie de ne pas laisser de vide institutionnel. L'agitation politicienne au niveau de l'Union Européenne n'a pas pu cacher longtemps que la crise issue du Brexit était liée à la crise profonde et générale du capitalisme lui-même et des contradictions fortes qui s'y développent.

Pour juger de tout cela, un détour par la bourse de Londres est particulièrement instructif. A la différence des grandes bourses européennes qui ont plongé le lendemain du vote, traduisant

l'inquiétude des milieux boursiers sur les conséquences politiques et économiques du Brexit, l'indice FTSE100 de Londres (l'équivalent du CAC 40) a reculé de manière significative certes mais somme toutes modérée. Quatre jours plus tard, l'indice FTSE100 avait repris sa perte avec un bon de 3,58 %. Cela a fait dire à nombre de professionnels de la finance : « Le Brexit quel Brexit ? ». Plus récemment, la déclaration de M. Carney, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, a affiché la couleur en indiquant : « Un certain assouplissement monétaire devrait être nécessaire cet été ». Cette déclaration qui ouvre les vannes de la spéculation sur fond d'une chute d'environ 10 % de la valeur de la Livre Sterling sur le marché des changes a stimulé les investisseurs qui tablent sur une baisse des taux d'intérêts et de l'attractivité de la livre. Cette baisse compétitive de la livre avantage évidemment les exportateurs britanniques. Comme beaucoup des groupes multinationaux basés au Royaume Uni sont assis sur le commerce des matières premières (minières et pétrolières) et qu'ils réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaire à l'étranger, cette baisse de la livre a stimulé leurs activités commerciales et spéculatives. A contrario, les entreprises qui réalisent leur chiffre d'affaire dans le Royaume Uni sont pénalisés et ont vu leur côte boursière dégringoler. Globalement le message est clair. Il signifie que le grand capital mondialisé monopoliste a donné à la place financière de Londres, la première du Monde, une marque de confiance pour l'avenir. Brexit ou non elle reste au centre de l'activité financière mondiale et s'apprête à négocier sa place dans le nouveau dispositif induit par le Brexit. C'est très clairement ce que vient de déclarer G. Osborne le Ministre Britannique des finances : « nous devons désormais faire le maximum pour faire du Royaume Uni le meilleur endroit du monde pour faire des affaires ». Autant dire que la part de la finance dans l'économie du Royaume Uni va encore augmenter au détriment des secteurs industriels et des services. Ainsi, il est possible de constater d'ores et déjà que le marché « trie » entre ceux à qui profite la situation de dévaluation de la livre et ceux qui vont y perdre ! Dans tous les cas, il ne s'agit pas des travailleurs et le discours de la nouvelle Première Ministre, s'il est qualifié de social n'en est pas moins qu'un discours pour calmer les velléités issues du vote populaire pour le Brexit. Cette réalité, celle de la lutte des monopoles mondialisés pour

la conquête des marchés et le contrôle de la finance nous montre aussi que le Brexit pose plus de problème aux monopoles de l'Union Européenne (en France et en Allemagne) qu'a ceux du Royaume Uni et des USA.

Face à cela, combien sont ridicules les propositions qui fleurissent pour faire face à la crise générée par le Brexit. En premier lieu, il est clair que l'Allemagne et la France les deux plus grandes puissances de la zone Euro entendent de manière concurrente maîtriser la politique monétaire européenne. Dans cette partie, c'est l'Allemagne qui est en position dominante. Sans possibilité interne de dévaluation les pays de l'UE membre de la zone Euro vont rechercher de nouveaux avantages compétitifs dans une exploitation accrue des salariés. En clair en faisant encore baisser ce qu'ils nomment « le coût du travail ». Dans ces conditions, tous les discours sur le « contrôle démocratique » de la Banque Centrale Européenne, les discours sur la « refondation sociale » de l'Europe et ceux sur le retour au protectionnisme ne sont que des attrape-nigauds pour éviter la question centrale et décisive : peut-on changer les choses sans s'attaquer au capitalisme jusqu'à l'abattre condition nécessaire pour construire une société nouvelle débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme : la société socialiste.